

interpellations sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4508). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 14, Etat C, MARINE MARCHANDE, Titres III et IV : *Réforme du régime des retraites des marins ; bénéfices réalisés par les armateurs* [30 novembre 1956] (p. 5359, 5360). — Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale relative à l'application de la réduction des abattements de zones de salaires [14 décembre 1956] (p. 5975).

CERNEAU (M. Marcel) (N. I.).

Est proclamé député de *La Réunion* [3 décembre 1957] (p. 5132) (4).

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Dossier préparé par le parti communiste en vue de contester le résultat des élections ; Mesures de représailles prises contre ceux qui n'avaient pas voté ouvertement pour le candidat de la municipalité communiste à Saint-Leu, changement d'état d'esprit de la population de la Réunion dû à l'union de tous les éléments non communistes* [18 février 1958] (p. 829 à 832).

CÉSAIRE (M. Aimé), Député de la Martinique (C., puis app. P. R. A.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre mer (2) [31 janvier 1956] (p. 161).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Situation de l'agriculture dans les départements d'outre-mer (Agriculture martiniquaise), nécessité de desserrer les liens du pacte colonial* [13 mars 1956] (p. 890 à 893) ; — du projet de loi créant un fonds national de solida-

rité, en troisième lecture ; Art. 4 : *Son amendement incluant parmi les bénéficiaires les vieillards résidant dans les territoires d'outre-mer* [19 juin 1956] (p. 2714). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que préconise le Gouvernement pour résoudre la crise politique, économique et sociale de la Martinique en particulier et des départements d'outre-mer en général [23 octobre 1956] (p. 4278). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom ; *Article 227 du traité qui inclut les départements d'outre-mer dans le marché commun, le F.I.D.E.S. et le F.I.D.O.M., l'industrialisation des départements d'outre-mer, prix du fret français, avenir des Antilles, classification du rhum des Antilles parmi les produits agricoles* [6 juillet 1957] (p. 3348, 3349).

CHABAN-DELMAS (M. Jacques), Député de la Gironde (R. S.).

Ministre d'Etat.

(Cabinet Guy MOLIÉT)

du 21 février 1956 au 13 juin 1957.

Ministre de la Défense Nationale et des Forces armées.

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161) (1). — Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 février 1956] (p. 458).

Dépôts :

Le 25 juillet 1957, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal applicable aux produits anti-parasitaires utilisés en agriculture, n° 5655. — Le 11 décembre 1957, un

(1) Election soumise à enquête.

(2) Démissionnaire [25 octobre 1956] (p. 4320).

(1) Démissionnaire [22 février 1956] (p. 436).